

grandit dans mon pays la répulsion à l'endroit de cette ségrégation. Nous sommes incapables d'accepter le fait que la majorité des Sud-Africains doivent rester en marge de la société, être privés de dignité et des droits les plus fondamentaux, être harcelés par la police, être mis en détention de façon arbitraire, être privés de leur citoyenneté, être séparés de leurs familles et n'avoir, dans les faits, aucune voix au chapitre dans la gestion des affaires de leur propre pays.

Dans les quelques semaines à venir, l'Afrique du Sud sera probablement le témoin d'une violence encore accrue, que les autres pays condamneront encore une fois. Le pire serait de voir le fossé des solitudes s'élargir davantage encore et la violence s'aggraver. Le rôle premier du Commonwealth et de ses pays membres est de se diriger vers des réformes qui permettront à la fois de mettre fin à l'apartheid et de rebâtir les liens avec l'Afrique du Sud.

On ne peut jamais mesurer de façon certaine le poids de l'opinion internationale. Nous devons supposer que les leaders des secteurs public et industriel d'Afrique du Sud désirent l'harmonie et non l'hostilité entre leur pays et le reste du monde, et nous devons nous souvenir que notre objectif principal est de changer les opinions et les comportements à l'intérieur même de l'Afrique du Sud. Il nous faudra pour cela faire preuve d'une grande fermeté dans notre condamnation de l'apartheid et être déterminés à trouver les moyens de réunir toutes les parties intéressées dans une même réforme.

L'évêque, Monseigneur Tutu, s'est offert à rencontrer le président de la République d'Afrique du Sud. J'applaudis cette initiative et je ressens un certain encouragement face à ce qui peut être interprété comme une réponse positive de la part des autorités sud-africaines. D'autres mesures du genre de la part de l'Afrique du Sud permettraient à la situation de progresser et réduiraient les risques de violence.

C'est d'abord avec les leaders qui ont la confiance de la communauté noire qu'il faut engager un dialogue sérieux. La libération de Nelson Mandela et sa participation à un tel dialogue constitueraient un pas important vers la confiance et la réforme pacifique.

Le gouvernement du Canada demande instamment à l'Afrique du Sud de mettre fin aux arrestations et aux